

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=ANNA&ID\\_NUMPUBLIE=ANNA\\_591&ID\\_ARTICLE=ANNA\\_591\\_0143](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ANNA&ID_NUMPUBLIE=ANNA_591&ID_ARTICLE=ANNA_591_0143)

---

## Post-sionisme : un bilan provisoire. À propos des historiens « agréés » et « non agréés » en Israël

par Shlomo SAND

| Editions de l'EHESS | Annales. Histoire, Sciences Sociales

2004/1 - 59e année

ISSN 0395-2649 | pages 143 à 160

---

Pour citer cet article :

— Sand S., Post-sionisme : un bilan provisoire. À propos des historiens « agréés » et « non agréés » en Israël, Annales. Histoire, Sciences Sociales 2004/1, 59e année, p. 143-160.

---

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Post-sionisme : un bilan provisoire

## À propos des historiens « agréés » et « non agréés » en Israël

*Shlomo Sand*

« Le problème n'est pas de changer la « conscience » des gens ou ce qu'ils ont dans la tête ; mais le régime politique, économique, institutionnel de production de la vérité. »

MICHEL FOUCAULT, « La fonction politique de l'intellectuel », *Dits et écrits*, 1976.

À la fin de l'année 1987, éclatait l'insurrection palestinienne dans les Territoires occupés, plus connue du grand public sous son nom arabe d'*Intifada*. S'amorçait alors un tournant dans l'élaboration de la conscience historique israélienne. Cette même année, Simha Flapan publiait *La naissance d'Israël. Mythes et réalités*, et, un an plus tard, au plus fort de l'affrontement, trois autres études traitant de sujets proches voyaient le jour : *Entente secrète sur le Jourdain : le roi Abdullah, le mouvement sioniste et la partition de la Palestine*, de Avi Shlaim, *L'Angleterre et le conflit israélo-arabe, 1948-1951*, de Ilan Pappé, et *La genèse du problème des réfugiés palestiniens*, de Benny Morris. En 1988 encore, Boaz Evron ouvrait un vaste champ de réflexion en publiant *Le bilan national*, et, l'année suivante, paraissait l'étude socio-historique de Gershon Shafir : *Terre, travail et les origines du conflit israélo-palestinien, 1882-1914*<sup>1</sup>.

1 - SIMHA FLAPAN, *The birth of Israel: myths & realities*, New York, Pantheon, 1987 ; AVI SHLAIM, *Collusion across the Jordan: king Abdullah, the Zionist movement and the partition of Palestine*, Oxford, Oxford University Press, 1988 ; ILAN PAPPE, *Britain and the Arab-Israeli conflict, 1948-1951*, Londres, McMillan/St. Anthony's, 1988 ; BENNY MORRIS, *The birth of the Palestinian refugee problem, 1947-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 ; BOAZ EVRON, *A national reckoning* (en hébreu), Tel Aviv, Dvir Publishing House, 1988 ; GERSHON SHAFIR, *Land, labor and the origins of the Israeli-Palestinian conflict, 1882-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989. Sur les débuts de la polémique, voir BENNY MORRIS, « The new historiography: Israel confronts its past », *Tikkun*, IV, 1988, pp. 19-23, 99-102. Il en existe une tentative de synthèse, par LAURENCE J. SILBERSTEIN, *The postzionism debates. Knowledge and power in Israeli culture*, New York, Routledge, 1999.

En fait, des études remettant en cause les thèses centrales de l'historiographie sioniste avaient vu le jour dès la fin des années 1960, mais, vingt ans plus tard, elles faisaient encore figure de cas isolés et sporadiques, relégués aux marges des champs politique et intellectuel (et rarement universitaire), restés sans suite ou sans susciter d'échos notoires<sup>2</sup>. Dès lors et au cours de la décennie suivante, d'autres études critiques virent le jour. La polémique sur la nature du sionisme et la politique d'Israël s'installa alors au cœur des revues et des congrès pour déborder dans les pages de la presse quotidienne jusqu'à recevoir une certaine attention de la part des médias audio-visuels et s'infiltrer parfois dans les manuels scolaires du secondaire. Peu de temps après la signature des accords d'Oslo en 1993, ce courant, globalement intitulé « post-sionisme », même s'il était encore loin d'être adopté comme interprétation centrale et hégémonique, commençait à être reconnu comme un discours possible pour repenser l'histoire du sionisme et de l'État d'Israël.

La diffusion nationale et internationale de ces écrits novateurs, ainsi que l'intérêt et les controverses que certains suscitèrent dans les médias, sont sans doute liés à la dynamique déclenchée par l'insurrection palestinienne et son impact sur l'évolution des mentalités, sans pour autant qu'il soit possible d'établir une relation de cause à effet entre le jeu de la confrontation et la genèse de la nouvelle démarche historiographique. Contrairement au caractère spontané de la réaction palestinienne contre l'occupation, ces études avaient été amorcées et menées de longue date avant même leur publication, certaines sous forme de thèses de doctorat. Elles ne peuvent donc en aucun cas être perçues comme le produit direct d'une actualité brûlante. Il semble que cette simultanéité singulière dans l'apparition de ces deux phénomènes soit à rechercher dans les processus historiques qui avaient amorcé leur maturation une dizaine d'années plus tôt, soit bien avant leur manifestation publique.

Pourtant, avant d'entrer dans le vif du sujet et de démêler, d'une part, les causes de cette évolution historiographique et, d'autre part, ses contenus théoriques, il faut retracer, au moins dans ses grandes lignes, le contexte institutionnel dans lequel ces études ont pris forme, les caractéristiques et les modèles de relations de pouvoir dans lesquels elles se sont coulées. Tout d'abord, à l'exception du livre de B. Evron publié en hébreu, tous les travaux précités ont été édités en Angleterre et aux États-Unis, et une partie d'entre eux n'a jamais vu le jour en Israël. De plus, bien que leurs auteurs fussent tous d'origine israélienne, aucun n'appartenait, au moment de la publication de leurs ouvrages, à l'un ou l'autre des départements d'histoire juive d'une des universités israéliennes. De sorte que, selon les critères professionnels de l'historiographie israélienne, aucun ne répondait au profil de l'historien « agréé » dans le domaine de sa spécialité.

2 - Voir, par exemple, les livres des membres du « Mazpen » : A. ISRAELI (AKIVA ORR et MOSHE MACHOVER), *Peace, peace, when there is no peace* (en hébreu), Jérusalem, Bokhan, 1961 ; ARIE BOBER (éd.), *The other Israel: the radical case against Zionism*, New York, Doubleday Anchor, 1972, ainsi que l'ouvrage de ISRAËL BEER, *Israel's security: yesterday, today, tomorrow* (en hébreu), Tel Aviv, Amikam, 1966, et l'essai de URI AVNERI, *Israel without Zionists*, Londres, MacMillan Press, 1968.

## Le contexte institutionnel

En 1936, année de la « grande révolte » palestinienne, l'université hébraïque de Jérusalem, fondée dix ans auparavant, ouvrait son premier département d'histoire. Nonobstant le projet initial, deux départements entièrement distincts y furent créés : l'un consacré à l'enseignement de l'histoire juive et l'autre à l'histoire générale. Et puisque la philosophie juive avait déjà obtenu son département propre, séparée qu'elle avait été du cadre de l'enseignement de la philosophie générale, cette décision suscita peu de mécontentement et reçut même l'agrément des historiens qui s'y étaient tout d'abord opposés. Les raisons de ce cloisonnement étaient en partie dues aux conflits de pouvoir internes au milieu universitaire, mais relevaient surtout de la conception nationale à laquelle se conformaient la plupart des enseignants de la nouvelle université : du point de vue de la révolution sioniste, il fallait éviter de « brouiller les frontières » entre l'histoire de « la nation juive », conçue comme « organisme vivant », et l'histoire universelle susceptible, par malheur, de l'« engloutir »<sup>3</sup>. La symbiose entre l'exclusivisme religieux-traditionaliste et les nécessités nationales fit pencher la balance en faveur de la création d'une historiographie spécifiquement juive.

Dans toutes les cultures occidentales, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'historiographie contribua à la construction de l'identité nationale, et il existe peu de cas où l'histoire nationale a été séparée de façon aussi structurelle et catégorique de l'histoire des autres nations. Le principe d'universalité, constitutif de l'enseignement de l'histoire, tel qu'il est pratiqué en Europe, avec toutes ses contradictions et l'affectation qui l'ont toujours accompagné, n'a pas été adopté par les fondateurs du premier département d'histoire créé à Jérusalem. Non sans ironie, on pourrait dire que, deux ans après la promulgation des lois de Nuremberg, l'histoire des Juifs enseignée à l'université hébraïque s'est muée en discipline cloisonnée et, en dépit de toute logique historique, isolée, de fait, de l'histoire des sociétés humaines « normales ».

Sitôt institutionnalisée, cette nouvelle discipline a produit des conceptualisations uniques, ignorées du domaine de l'histoire générale. Ainsi, le concept, forgé au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle aussi bien dans le cadre de l'historiographie juive que dans celui de la pensée sioniste, selon lequel les Juifs ont constitué pendant deux mille ans une nation ethnique en situation d'exil politique aspirant sans cesse au retour dans sa patrie d'origine, a été validé par l'autorité universitaire au point d'être tenu pour une vérité scientifique, inspirant toutes les recherches et les publications de l'enseignement supérieur. Il est notoire que la pensée sioniste a retranscrit, dans la dualité nationale moderne d'« exil/patrie », la contradiction religieuse et métaphysique, lovée au sein de la croyance juive, des concepts d'« exil/rédemption ».

3 - Voir ARIEL REIN, « History and Jewish history: together or separate? The definition of historical studies at the Hebrew university, 1925-1935 », in S. KATZ et M. HEYD (éds), *The history of the Hebrew university of Jerusalem. Origins and beginnings* (en hébreu), Jérusalem, The Magnes Press, 1997, pp. 516-540.

L'historiographie sioniste, élaborée à Jérusalem, a transformé ce nouveau principe de contradiction en axe directeur, à la fois dans la reconstruction de la vie des communautés juives et dans la définition de leurs modes de référence à la Terre sainte. Le passé juif acquit alors une résonance unique, le rendant irréductible à celui des autres civilisations religieuses du monde pré-moderne. Itzhak Baer, premier historien professionnel de l'histoire des Juifs enseignée à l'université hébraïque de Jérusalem, a bien exprimé le caractère de cette orientation historiographique, affirmant qu'« il existe une force qui élève le peuple juif au-dessus de toutes les contingences de l'histoire causale<sup>4</sup> ». Dans le même esprit, la recherche consacrée à l'entreprise sioniste a récusé toutes formes d'analogie avec le développement d'autres sociétés nationales ou colonisatrices des Temps modernes : les sionistes n'ont ni émigré ni colonisé la Palestine ; ils sont « montés » et retournés chez eux après deux mille ans d'errance, et la preuve suprême de leur droit de propriété sur cette terre est inscrite dans le Livre des Livres.

L'enseignement de la Bible, plus utilisée comme livre d'histoire nationale que pour les canons sacrés de la religion, est également devenu, aux yeux de la première communauté immigrée en Palestine, une matière à part dans l'éducation primaire et secondaire. Ainsi, tout élève, à chaque niveau du système scolaire hébreu, étudie l'histoire de son passé collectif séparément de l'histoire universelle. Il était donc logique que la formation de la mémoire collective fût complétée par une éducation supérieure adéquate. « La nation juive vieille de trois mille ans d'existence » eut droit, dès lors, à un champ de pédagogie et de recherches séparé, interdit aux historiens non « agréés » qui oseraient y prétendre. L'une des conséquences les plus manifestes de cette démarche originale fut que, à partir des années 1930 jusqu'aux années 1990, nul enseignant ou chercheur des divers départements d'« histoire du peuple juif » des universités israéliennes ne se considérait comme historien non sioniste. Les historiens d'histoire générale dont l'identité sioniste n'était pas toujours aussi affirmée avaient toute latitude pour traiter de questions liées à l'histoire juive, mais les budgets, les bourses, les instituts de recherches, les chaires ou la direction de thèses de doctorat consacrées à l'histoire juive leur étaient refusés. Pour compléter ce tableau, il convient d'ajouter que l'histoire du Moyen-Orient a rapidement obtenu son propre département et que, jusqu'à ce jour, ces trois domaines du passé – histoire générale, histoire juive et histoire du Moyen-Orient – se retrouvent dans toutes les universités d'Israël. Un étudiant en histoire juive peut ainsi effectuer ses trois cycles universitaires sans avoir acquis la moindre connaissance en histoire générale. De même, un étudiant en histoire générale ou du Moyen-Orient n'est contraint à aucun cursus en histoire juive ou israélienne<sup>5</sup>.

4 - YITZHAK BAER, *Galut*, New York, Schocken Books, 1947, p. 120.

5 - C'est uniquement à l'université Ben Gourion de Beer Sheva, relativement nouvelle, qu'il n'existe qu'un seul département d'histoire. Mais les différentes options y sont tout aussi compartimentées, et les études d'histoire sont en voie de démantèlement, en deux départements séparés.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que le tournant historiographique entamé à la fin des années 1980 ait été mis en œuvre par des « hommes de l'extérieur ». S. Flapan et B. Evron, les plus âgés parmi ce groupe de nouveaux chercheurs, n'appartenaient pas aux cercles universitaires et pourraient, en ce sens, répondre à la définition d'« historiens du dimanche ». Ces deux essayistes talentueux, qui incarnent l'image de l'intellectuel de gauche, ont mené leurs recherches des années durant, sans aide financière ni soutien quelconque des institutions officielles. Quatre autres chercheurs, déjà mentionnés, plus jeunes d'une génération, ont achevé leurs études supérieures à l'étranger. I. Pappé et B. Morris ont obtenu des postes au sein des universités israéliennes après la publication de leurs travaux, mais n'ont intégré aucun des départements d'« histoire du peuple juif ». A. Shlaim et G. Shafir enseignent en Angleterre et aux États-Unis, mais leurs travaux, comme ceux de I. Pappé, n'ont pas été traduits en hébreu. D'autres chercheurs israéliens, qui ont rejoint le cercle de la contestation des conventions admises dans la recherche du passé, n'ont pas suivi le cursus habituel de la corporation de l'historiographie juive. Certains, tels Baruch Kimmerling, Uri Ram, Ouri Ben-Eliezer, viennent de la sociologie ; d'autres se sont spécialisés dans les études moyen-orientales ; d'autres encore ont reçu une formation en sciences politiques ou même en linguistique. Des journalistes, des écrivains et des poètes sont, à leur tour, venus grossir les rangs des contestataires.

On peut distinguer une série de causes qui, directement ou indirectement, ont favorisé l'émergence d'un climat propice à cette contestation insolite apparue à la fin des années 1980. Il faudrait s'arrêter en premier lieu sur l'impact des changements structurels : l'évolution lente du mode et du niveau de vie consécutive à l'augmentation du PNB, la réduction de l'emprise étatique sur la production culturelle parallèlement à la multiplication des institutions et des acteurs culturels ont modifié les structures de formation de la mémoire collective. La prolifération des moyens de communication audio-visuelle a accru la symbiose entre la culture nationale et la « globalisation » culturelle à l'américaine. Il semble, que, à la fin des années 1970, la convergence entre ces deux composantes ait contribué à la formation d'une sensibilité libérale différente, dans les domaines culturels aussi bien que politiques.

À l'origine de ce tournant intellectuel, se trouve l'événement politique qui reflète le mieux les changements de plus longue durée. Le retournement électoral de 1977 qui a mené Menahem Begin et son parti politique, le Likoud, au pouvoir a entraîné dans son sillage l'aliénation d'une grande partie de l'intelligentsia israélienne au nouveau régime de la droite sioniste. Tout au long des années 1930, et jusqu'à cette date, une alliance idéologique s'était maintenue entre les élites politiques dominantes et les élites intellectuelles. Les mythes et l'éthique du sionisme socialiste ont cimenté la classe intellectuelle autour du centre politique tout-puissant, à l'exception de quelques cas marginaux et sans impact dans la vie culturelle et universitaire. Pourtant, à partir de 1977, les intellectuels, y compris leurs chefs de file, n'ont plus hésité à exprimer publiquement leur mécontentement à l'égard du gouvernement de la nouvelle classe dirigeante qui, de son côté,

les a rejetés parfois avec mépris. Ces relations conflictuelles ont favorisé le renforcement du libéralisme politique en Israël, auquel le développement des moyens de production et de diffusion culturels avait déjà contribué<sup>6</sup>.

La signature du traité de paix avec l'Égypte n'a pas entamé la fronde des milieux intellectuels à l'égard du pouvoir. On est même amené à penser qu'elle a consolidé – sinon créé – les conditions du développement de la critique et de la contestation, parce que le sentiment d'état de siège qui a caractérisé la culture israélienne jusqu'à cette date s'est atténué par la suite de façon significative. En 1982, la guerre du Liban, menée par la droite contre la population palestinienne, accéléra l'aliénation de l'élite intellectuelle vis-à-vis du pouvoir, qu'elle fût libérale ou, plus encore, qu'elle appartînt à la gauche politique. Le fer de lance de la contestation a été brandi par la nouvelle génération qui, n'ayant pas vécu la « renaissance » nationale de 1948, ne se sentait nullement redevable de ce passé et tenue de le glorifier. C'est dans les domaines de la création littéraire ou cinématographique que des œuvres critiques ont fait leur apparition, dès le début des années 1980, remettant en cause l'essence même des rapports qu'entretenaient les Israéliens avec leur passé et l'espace dans lequel il s'était déroulé.

Le développement des relations entre la sphère politique et les milieux intellectuels, compliquées par les tensions croissantes entre générations, a fourni un terrain propice à l'élaboration d'une réflexion historique novatrice, et plus encore à sa « réception ». Mais un facteur plus circonstancié a permis d'engager le lancement de certaines de ces recherches novatrices. Passé un délai de trente ans, les archives gouvernementales sont ouvertes au public ; les documents relatifs au retrait des Britanniques et à la guerre de 1948 qui s'ensuivit devinrent accessibles. Les travaux de B. Morris, I. Pappé et A. Shlaim, pour ne citer qu'eux, s'appuient sur les informations recueillies dans ces dossiers restés inaccessibles jusqu'à la fin des années 1970. Les hypothèses de base, suppositions et arguments relatifs aux circonstances de la création de l'État d'Israël, qui faisaient partie intégrante de la rhétorique de la gauche non sioniste et, dans certains cas, sioniste, mais étaient surtout défendus par des chercheurs palestiniens, ont pu être vérifiés à la lumière de ces documents d'archives, obligeant les historiens traditionnels à les prendre en compte.

Aussi bien, le nouveau climat du débat théorique apparu en Occident, et en particulier dans les milieux anglo-saxons où la question nationale a été examinée avec des approches conceptuelles nouvelles, a stimulé l'audace critique de certains chercheurs. Si l'influence de Benedict Anderson, Ernest Gellner ou Eric Hobsbawm, par exemple, est encore faible dans les premiers essais critiques des nouveaux historiens israéliens, leurs hypothèses de travail ont été par la suite au cœur du débat<sup>7</sup>. Les conceptions d'inspiration britannique ont pénétré les cercles

6 - À ce sujet, voir SCHLOMO SAND, « Between world and land: intellectuals and the state of Israel », in A. KEMP-WELCH et J. JENNINGS (éds), *Intellectuals in politics. From the Dreyfus affair to Salman Rushdie*, Londres, Routledge, 1997, pp. 102-119.

7 - Voir par exemple ILAN PAPPÉ, « Critique and agenda: post-Zionist scholars in Israel », *History and memory*, VII, 1, 1995, pp. 66-90.

intellectuels et universitaires israélites, sur fond de changements de l'approche identitaire en Occident, et n'ont pas été sans influence sur les premières manifestations de réserve à l'égard de l'historiographie israélienne officielle<sup>8</sup>.

## La guerre de 1948

La controverse historiographique a porté sur quatre points principaux : 1) les circonstances de la guerre de 1948 et ses conséquences ; 2) les positions et les actions du mouvement sioniste, puis des gouvernements face à la destruction du judaïsme européen, à la Shoah et aux survivants ainsi qu'à l'égard de l'immigration en provenance des pays musulmans ; 3) les caractéristiques de la colonisation sioniste depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; 4) la perception du passé juif en tant qu'histoire nationale.

Ce n'est pas un hasard si la critique initiale a eu pour objet la guerre de 1948. Ce conflit, les livres d'histoire officiels le présentaient comme une lutte héroïque et juste pour la souveraineté nationale, puis, après l'attaque des pays arabes, comme une guerre défensive d'une minorité engagée dans un combat pour la survie. Pourtant, au risque de surprendre, cet événement fondateur de l'État d'Israël n'inspira aucune étude sérieuse jusqu'aux années 1980. Les travaux qui lui étaient consacrés avaient un évident caractère apologétique. Ils s'appuyaient principalement sur des souvenirs, écrits ou oraux, et sur la presse de l'époque. L'accès aux archives, fermées, était strictement réservé à des historiens « dignes de confiance », parmi lesquels certains avaient occupé des fonctions militaires.

S. Flapan, ainsi, puisait principalement ses sources dans les publications officielles ; il s'était néanmoins distingué en utilisant les journaux personnels de Ben Gourion et des documents provenant des archives publiques de l'État. Bien que sioniste déclaré<sup>9</sup>, il se lança dans une critique sévère des mythes fondateurs de la guerre de 1948 qui alimentaient la mémoire collective israélienne. Selon ses conclusions, la direction juive n'avait pas accepté la partition de la Palestine, et l'accord secret conclu en 1947 avec Abdullah, le roi de Jordanie, relevait d'une stratégie globale destinée à empêcher la création d'un État palestinien. Durant la guerre, l'exode des réfugiés s'effectua avec l'encouragement de l'administration politique et militaire israélienne. Cet auteur a aussi remis en cause le rapport des forces militaires entre Israël et les pays arabes, opposant une minorité juive faible face à une majorité arabe forte. Mais surtout, sa démonstration mettait en évidence la responsabilité de la direction sioniste, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1952, dans l'échec des négociations qui pouvaient conduire à des accords de paix. Le livre de S. Flapan pose cependant problème dans la mesure

8 - À ce discours théorique encourageant, il faudrait ajouter aussi le livre de EDWARD SAID, *Orientalism*, et l'importante polémique qu'il a suscitée à la fin des années 1970. Voir à ce sujet l'article de GABRIEL PITERBERG, « The nation and its raconteurs: orientalism and nationalist historiography » (en hébreu), *Theory and criticism*, 6, 1995, pp. 81-103.

9 - S. Flapan était de longue date membre du parti unifié des ouvriers et rédacteur en chef de la revue *New-outlook*.

où l'auteur se sentait engagé politiquement, ce qu'il ne manque d'ailleurs pas de signaler dans son introduction. Même si ses conclusions sont amplement étayées sur des faits et appuyées sur des références, certains passages de son essai lui confèrent le caractère d'un pamphlet politique et moral.

Les trois autres essais qui ont entamé la légitimité du discours officiel étaient des travaux de caractère plus universitaire. A. Shlaim, I. Pappé et B. Morris avaient obtenu leur doctorat dans des universités britanniques de renom. Ainsi la recherche israélienne qui s'appuie, en sciences humaines et sociales, sur le monde scientifique anglo-saxon, ne peut-elle les renier. Leurs essais confirment, d'une manière ou d'une autre, les thèses de S. Flapan, et vont même parfois plus loin. A. Shlaim, à partir des documents britanniques et israéliens accessibles au début des années 1980, s'est intéressé aux contacts du mouvement sioniste avec le roi Abdullah de Jordanie. Face au mythe fondateur adopté par la mémoire nationale israélienne qui postule la coalition de tous les pays arabes pour tenter de détruire l'État d'Israël, il a dressé le tableau complexe d'une concordance d'intérêts stratégiques entre la direction sioniste et le monarque hachémite ayant finalement mené à la partition de l'État palestinien qui n'a jamais vu le jour. I. Pappé a complété cette thèse en mettant l'accent sur l'engagement actif de l'empire britannique dans ce processus et en analysant le rapport des forces militaires. Il réfute ainsi le consensus israélien qui s'est toujours accordé à présenter le conflit de 1948 sous les traits du petit juif David face au géant arabe Goliath. Les résultats de la guerre ont finalement reflété avec fidélité le rapport de force réel sur le terrain, a confirmé I. Pappé qui s'attira ainsi la réprobation des historiens israéliens « agréés »<sup>10</sup>.

Mais c'est surtout B. Morris qui, sur le problème palestinien, a le plus suscité tout à la fois la colère et l'intérêt. Pendant de longues années, en Israël, l'enseignement a fait prévaloir la thèse selon laquelle la majorité des réfugiés avaient abandonné volontairement leurs maisons pendant la guerre de 1948 pour s'enfuir vers les zones contrôlées par les armées arabes, incités en cela par les mots d'ordre et la propagande des dirigeants arabes, diffusés sur les ondes des radios arabes. B. Morris démonta le récit et réfuta le mythe, s'appuyant sur une longue liste de faits glanés dans les archives et les dossiers secrets récemment ouverts au public. Il n'y eut aucune incitation arabe à l'origine de l'exode ; bien au contraire, les mots d'ordre et les instructions recommandaient de rester sur place. Les 700 000 Palestiniens en fuite prirent le chemin de l'exil, craignant d'être tués ; des massacres eurent effectivement lieu, et pas seulement à Dir Yassin. Parmi les fugitifs, beaucoup furent tout simplement chassés. Même s'il n'y a pas eu d'ordre formel de la direction israélienne visant à expulser la majorité de la population arabe tombée sous son contrôle, les commandants se sont appliqués de leur mieux, sur le terrain, à

10 - L'un des ouvrages de Ilan Pappé a été traduit en français : *La guerre de 1948 en Palestine. Aux origines du conflit israélo-arabe*, Paris, La Fabrique Éditions, 2000. On pourrait aussi ajouter à la liste des publications qui ont remis en cause les positions traditionnelles sur la guerre de 1948 le livre important de YORAM NIMROD, *War or peace? Formation of patterns in Israeli Arab relations, 1947-1950*, Givat Haviva, Institute for Peace Studies, 2000.

vider des villages entiers de leurs habitants, avec la « bénédiction » des autorités politiques. L'idée de ce transfert n'était pas étrangère au courant sioniste, même si la plupart des dirigeants du mouvement hésitaient à le proclamer ouvertement : ils préférèrent toujours que les Anglais fissent le travail à leur place<sup>11</sup>.

La création de l'État d'Israël s'est muée en fait historique fondateur, à l'origine de l'injustice qui frappa la population non juive. Replacé dans le contexte de l'insurrection palestinienne de 1987, ce constat a commencé à imprégner les consciences, gagnant des cercles intellectuels de plus en plus larges. Si les livres de A. Shlaim et de I. Pappé n'ont pas eu droit à une traduction en hébreu, le travail de B. Morris, paru en 1991 et publié par une grande maison d'édition, suscita un intérêt immédiat. Les historiens autorisés réagirent vivement et tentèrent de minorer tout à la fois la nouveauté et, surtout, la crédibilité des arguments critiques. Des dizaines d'essais, d'articles et même un livre furent écrits, qui réfutaient les faits ou au moins atténuaient l'impact des conclusions qui en découlaient<sup>12</sup>. Mais avant même que l'historiographie institutionnelle ne soit remise de cet assaut révisionniste sur la réévaluation de la guerre de 1948, elle essayait un nouvel affront.

## Face aux survivants

Tom Segev, journaliste, docteur en histoire et auteur de deux livres historiques, publiait en 1992 *Le septième million*<sup>13</sup>. Les victimes de l'entreprise sioniste n'y étaient plus les réfugiés de la « Nakba » mais bien les survivants de la « Shoah ». La justification du tort « relatif », mais inévitable, causé aux Palestiniens avait toujours reposé sur la contrepartie obtenue, à savoir le sauvetage des survivants de la Shoah par les institutions sionistes.

En 1977, la publication du livre controversé de Shabtaï Beit Zvi mettait déjà en cause l'inaction et l'indifférence relatives de la direction sioniste face à l'anéantissement du judaïsme européen<sup>14</sup>. Mais durant ces années 1970, un discours critique de ce type, venu en outre des marges du champ historiographique

11 - Benny Morris élabore l'idée de transfert dans son recueil d'articles : *Jews and Arabs in Palestine/Israel, 1936-1956* (en hébreu), Tel Aviv, Am Oved, 2000.

12 - Voir, par exemple, ANITA SHAPIRA, « Politics and collective memory: the debate over the new historians in Israel », *History and memory*, VII, 1, 1995, pp. 9-40; MOSHE LISSAK, « "Critical" sociologists and "establishment" sociologists in the Israeli academic community: ideological struggles or an academic discourse? », *Israel studies*, 1, 1, 1996, pp. 247-294; PINHAS GINOSSAR et AVI BARELI (éds), *Zionism, a contemporary controversy. Research trends and ideological approaches* (en hébreu), Beer Sheva, Ben Gourion University of the Negev Press, 1996; YECHIAM WEITZ (éd.), *From vision to revision. A hundred years of historiography of Zionism* (en hébreu), Jérusalem, Zalman Shazar, 1997, et EFRAIM KARSH, *Fabricating Israeli history: the new historians* (en hébreu), Tel Aviv, Hakibbutz Hameuchad, 1999.

13 - TOM SEGEV, *Le septième million*, Paris, Liana Levi, 1993.

14 - SHABTAÏ BEIT ZVI, *Post Uganda Zionism in the crisis of the Shoah* (en hébreu), Tel Aviv, Bronfman, 1977.

– Beit Zvi était ingénieur de son métier, extérieur aux cercles universitaires et sans liens avec la presse – ne pouvait que rester sans écho. Au début des années 1990, en revanche, l'opinion publique avait mûri et pouvait intégrer des analyses sur les rapports complexes entre le sionisme et la Shoah. T. Segev, le linguiste Yosef Grodzinsky, qui suivait ses traces, et d'autres encore<sup>15</sup> mirent en avant non seulement l'incapacité des institutions sionistes à venir en aide aux Juifs d'Europe pendant la guerre, fait déjà analysé par des chercheurs à orientation plus traditionnelle, mais surtout leurs réticences à porter les secours nécessaires quand le lieu de refuge des rescapés était autre qu'« Eretz Israël ». Les possibilités de sauvetage étaient certes limitées mais ils ne bénéficièrent d'aucune priorité car, pour Ben Gourion et les autorités sionistes, il était beaucoup plus important de concentrer tous les efforts des institutions et leurs ressources financières vers la poursuite de la colonisation et la construction de l'État. Leurs rapports avec les survivants de la Seconde Guerre mondiale, immigrés dans la Palestine sous mandat britannique devenue par la suite l'État d'Israël, n'étaient ni dénués d'instrumentation ni exempts de paternalisme. Dans la communauté sioniste de Palestine, avant l'arrivée des grandes vagues d'immigration, le jeune sentiment hébraïque ne dissimulait pas son mépris face à la faiblesse, au manque de « virilité » et de fierté nationale de ces Juifs, survivants de la Shoah, ainsi qu'à l'égard de leur héritage culturel. Et si les rescapés de l'Holocauste eurent à subir le dédain, les immigrés en provenance des pays islamiques furent victimes, par la suite, d'une politique agressive systématique visant à effacer leurs identités d'origine. Devant dissimuler et réprimer les particularités de leur culture arabe, ils se replièrent sur leurs pratiques religieuses, derniers vestiges peut-être de leur identité juive.

Contrairement aux facteurs qui avaient favorisé la révision des thèses sur les circonstances et les conséquences de la guerre de 1948, la majorité des informations mettant en cause l'attitude des institutions sionistes, aussi bien face à la Shoah qu'envers les masses d'immigrés arrivés après la proclamation de l'indépendance, provenait de publications officielles accessibles au public, qu'il s'agisse de la presse, de journaux personnels ou de livres de souvenirs. Ce revirement de la sensibilité historique au cours des années 1990 n'était donc pas directement (ou seulement) lié à l'ouverture des archives ou à la découverte de documents nouveaux, mais à un malaise intellectuel face au poids de la mémoire officielle et son emprise sur l'historiographie israélienne.

En outre, la discussion historiographique, tout comme les débats étalés sur la scène publique, porta essentiellement sur les aspects politiques. La guerre de 1948, la Shoah et l'immigration en Israël ont en général fait l'objet d'un examen vu « d'en haut », par les élites politiques, et si leur action fut soumise à une critique rigoureuse, l'attention aux changements en cours dans de larges secteurs de la société fut occultée. Par ailleurs, aucun travail sérieux relevant de l'anthropologie historique ou de l'histoire culturelle, sur les questions que la nouvelle critique

15 - Voir YOSEF GRODZINSKY, *Good human material* (en hébreu), Or Yehuda, Hed Arzi Publishing, 1998.

soulevait, ne vit jamais le jour. Enfin, s'il eut un impact certain sur l'élaboration de la mémoire publique en Israël dans les années 1990, ce tournant historiographique ne s'est distingué par aucun apport méthodologique ou conceptuel original. Quelques auteurs critiques ont bien tenté de faire valoir leurs approches « post-modernes » pour se démarquer du positivisme historiographique, mais l'examen de leurs textes révèle l'utilisation de matériaux conventionnels, provenant essentiellement de sources diplomatiques, et la production de discours « réalistes » ancrés sur des méthodes purement empiriques.

La presse écrite et audio-visuelle s'est intéressée à cette contestation des institutions politiques. Pourtant, le cœur de ce tournant portait sur la remise en cause de la nature de la colonisation sioniste depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la perception du passé juif en tant qu'histoire nationale. Or, sur ces deux questions fondamentales, aucun historien de métier n'a participé à la polémique.

## La colonisation sioniste

Les interprétations radicalement nouvelles de l'histoire sociale et économique de l'entreprise sioniste ont germé en fait au sein de la jeune génération des sociologues. En 1983, Baruch Kimmerling avait déjà publié sa thèse de doctorat pionnière, *Sionisme et territoire*<sup>16</sup>, soutenue à l'université hébraïque de Jérusalem où il avait même obtenu un poste d'enseignant. Mais ce travail, publié aux États-Unis, n'a jamais vu le jour en Israël. L'ouvrage est de nature socio-historique, selon le meilleur de l'héritage weberien, et propose une explication originale des processus d'élaboration des rapports de force sociaux et politiques en Palestine pendant la période du mandat britannique. Pour comprendre une société de nouveaux immigrants, postule B. Kimmerling, les explications intra-institutionnelles de la communauté d'implantation, qui, en Israël, sont couramment adoptées en sociologie et en histoire, restent insuffisantes. Une approche socio-historique sérieuse doit s'attaquer à l'analyse des conditions spatiales dans lesquelles s'est effectuée la colonisation sioniste et les comparer à d'autres types de colonisation des Temps modernes. Contrairement à l'Amérique du Nord ou à l'Australie, par exemple, l'immigration en Palestine s'est fixée dans une zone habitée, avec une densité de population relativement élevée, et de ces conditions découlent les modalités spécifiques qui l'ont caractérisée. Le socialisme collectif qui a fait la fierté de l'entreprise sioniste résulte de l'idéalisme intellectuel de ses protagonistes et, surtout, des besoins spécifiques d'une société d'immigrants engagés dans une lutte âpre pour l'acquisition des terres. Le processus d'appropriation territoriale ne s'est pas développé autour de la cellule familiale ou individuellement, comme dans les autres modèles de colonisation, mais par l'établissement de groupes organisés en collectifs et à l'aide d'institutions centralisées. De là provient la primauté du courant socialiste dans l'entreprise

16 - BARUCH KIMMERLING, *Zionism and territory: the socio-territorial dimensions of the Zionist politics*, Berkeley, University of California Press, 1983.

sioniste, puis dans la constitution de l'État d'Israël. Ainsi s'explique l'emprise de l'État sur l'économie et sur la production de biens culturels. Le développement de la société, de la culture et de la mentalité politique israélienne ne saurait se comprendre sans cet aspect colonisateur qui lui est particulier et, qui plus est, sans la confrontation conflictuelle et prolongée avec la population arabe locale.

Ce point de départ historique constitue le noyau dur de la pensée de B. Kimmerling. Quand, à la fin des années 1980, éclate la grande discussion, il en devient l'un des protagonistes. *L'État d'Israël et sa société : limites et frontières*, paru aux États-Unis en 1989, s'ajouta ainsi à la liste des essais qui marquèrent un tournant décisif<sup>17</sup>. Même si quelques parties appellent des réserves, son livre sur l'histoire du peuple palestinien, écrit en 1993 avec Joël Migdal, constitue l'une des prises de position les plus courageuses et perspicaces qu'un chercheur israélien pouvait porter sur son peuple voisin<sup>18</sup>. Ses essais sur le militarisme, le développement des identités collectives et de la conscience nationale, publiés au cours des années 1990, ont donné à la révision « post-sioniste » la profondeur socio-culturelle qui faisait défaut à la plupart des autres acteurs du débat. Ses apports théoriques et conceptuels à l'historiographie israélienne ont introduit des éléments d'intelligibilité auparavant inexistantes dans les pratiques discursives du public israélien<sup>19</sup>.

Les faiblesses idéologiques et institutionnelles des historiens spécialistes du sionisme et d'Israël ont fait que ce fût la sociologie qui a produit les chercheurs capables d'une approche critique et comparative. *Sionisme et territoire* n'a pas été le seul ouvrage contestataire envers le discours officiel, apte à se dégager des conceptions traditionnelles. *Terre, travail et les sources du conflit israélo-palestinien*, déjà évoqué, a complété l'œuvre de B. Kimmerling par bien des aspects mais, loin de s'en tenir à la conquête de la terre, G. Shafir a préféré s'attaquer au développement interne des relations de travail, propres à l'entreprise sioniste. Au cours de la période ottomane de la colonisation sioniste, le marché du travail se caractérisait déjà par la distinction entre mains-d'œuvre juive et arabe. Après l'échec des tentatives faites pour reproduire le modèle de colonisation appliqué en Algérie, qui exploitait une force de travail arabe que les ouvriers juifs ne pouvaient pas concurrencer, le syndicat sioniste (la Histadrout) s'est orienté vers le modèle d'implantation pratiqué par l'Allemagne dans les régions de la Prusse orientale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : les ouvriers allemands étaient encouragés à s'installer là où les paysans polonais constituaient une menace pour la colonisation. Le sionisme a copié délibérément ce modèle qui a inspiré l'idée de corporation colonisatrice, connue plus tard sous le nom de « kibboutz ». La terre du kibboutz appartenait à la nouvelle nation et ne fut confiée qu'aux ouvriers juifs. De cette manière, la concurrence libre

17 - Albany, Suny Press, 1989.

18 - Voir *Palestinians: the making of a people*, New York, The Free Press, 1993 (le livre parut aussi en hébreu en 1999).

19 - Voir par exemple BARUCH KIMMERLING, « Academic history caught in the cross-fire: the case of Israeli-Jewish historiography », *History and memory*, VII, 1, 1995, pp. 41-65, ainsi que *Id.*, *The invention and decline of Israeliness. State, society and the military*, Berkeley, University of California Press, 2001.

entre les agriculteurs fut gelée et le concept de « travail hébreu » devint une réalité. Le sionisme, devenu socialiste pour les besoins de la colonisation, réussit à refouler la main-d'œuvre arabe en dehors du secteur agricole de la communauté juive. Le mouvement sioniste, malgré ses rêves d'expansion territoriale mesurée à l'aune de la promesse divine, préféra une majorité démographique définie par l'« ethnos » juif à un espace géographique dont le caractère national ne serait pas assuré.

La lutte pour l'acquisition de la terre ainsi que les efforts pour la « conquête du travail » rejaillirent sur les choix politiques et les pratiques culturelles de la communauté sioniste en Palestine. L'histoire sociale de cet espace ne saurait donc ignorer les origines colonisatrices et nationales du conflit. Contrairement aux historiens « agréés » de l'histoire du peuple juif, B. Kimmerling et G. Shafir ont réussi, par le biais d'une méthode comparative, à jeter les bases de l'histoire sioniste au début de la « laïcisation ». Le plus captivant réside précisément dans l'utilisation de modes d'expression sociologiques patentés – le recours aux modèles et aux paramètres – qui légitime, au regard de l'université, l'abandon du particularisme dans lequel l'historiographie traditionnelle avait voulu confiner l'histoire du mouvement sioniste. Or le travail de sappe contre l'entêtement de l'historiographie traditionnelle à vouloir sauver un statut d'unicité, tout en exploitant le principe de la particularité comme axe de recherche des phénomènes historiques, a bénéficié de l'inexistence d'un « département de sociologie juive » spécifique, ce qui a rendu possible la naissance d'une historiographie critique et analogique.

La relance même de la colonisation, après la guerre de 1967, n'a pas manqué d'avoir des incidences sur les travaux des deux sociologues. L'histoire des années 1970, avec l'établissement précipité d'implantations israéliennes au cœur même des territoires palestiniens, éclairait les débuts de l'entreprise sioniste et permettait de les comprendre. Les similitudes et les différences relevées entre l'implantation d'avant 1948 et celle d'après 1967 ont permis de mettre en perspective une vision historique comparative, inaccessible aux chercheurs israéliens jusqu'aux années 1980. On peut avancer que les sujets touchant à l'histoire locale de « longue durée » étaient plus difficiles à accepter que les questions de mémoire ou de politique. Comprendre l'entreprise sioniste comme un processus de colonisation possible grâce à l'image élaborée dans le contexte de l'expansion du colonialisme européen, entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle, constituait un saut paradigmatique sans doute trop radical.

## Le passé juif, une histoire nationale ?

*Le bilan national* a été le seul essai de la décennie 1980 publié d'abord en hébreu<sup>20</sup>. Les critiques n'en sont pas moins demeurées rares, et le silence qui a entouré sa publication est révélateur du mode de fonctionnement du monde universitaire

20 - Le livre a été traduit en anglais, BOAZ EVRON, *Jewish state or Israeli nation*, Bloomington, Indiana University Press, 1995.

israélien. Sans être historien, mais intellectuel indépendant, auteur d'un précédent essai en philosophie, B. Evron révèle un esprit audacieux et non conformiste de par son intention de couvrir l'histoire yahvéiste ancienne, l'histoire juive et l'histoire israélienne moderne dans un seul et même mouvement. De Heinrich Graetz au XIX<sup>e</sup> siècle à Simon Dubnov au début du XX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à Ben Zion Dinur pour la période israélienne, l'histoire du passé juif avait déjà donné lieu à de nombreux travaux de synthèse. Pourtant, jusqu'à la parution du livre de B. Evron, nul n'avait tenté d'écrire une histoire alternative dont le dessein central pointait la déconstruction de la linéarité si caractéristique de « l'histoire d'Israël ». À la question cardinale : est-il possible de percevoir les Juifs comme un peuple territorial expulsé lors de la destruction du Second Temple, et qui a survécu en tant qu'entité nationale pendant deux mille ans ?, il répond par la négative. Aucun peuple n'est éternel. Dans l'histoire, des peuples se sont formés et dissous, et les Juifs ne font pas exception à la règle. Si, dans l'Antiquité, au temps des royaumes d'Israël et de Juda, leur peuple possédait une culture commune, c'est au moment de sa division que s'est formée et développée la religion juive et c'est l'élite culturelle exilée à Babylone qui a fait du judaïsme une identité collective, rapportant les limites de son appartenance à la croyance de ses fidèles. Une frange issue de cette nouvelle tradition a développé, en vase clos, des tendances « ethniques » et séparatistes – les Livres d'Esdras et de Néhémie en sont les reflets idéologiques – mais cette croyance monothéiste d'avant-garde est aussi devenue la première religion universelle à pratiquer le prosélytisme. Car la croissance de la population juive dans l'Empire romain ne saurait s'expliquer sans reconnaître cette dynamique du judaïsme antique. Grâce à ces tendances prosélytes, ancrées dans toutes les croyances monothéistes, se sont créées des communautés juives en Afrique du Nord, au Yémen et, plus tard, dans le Caucase. Le recul et la défaite du judaïsme face à ses deux « filles », la Chrétienté et l'Islam, résultent principalement des peurs du rabbinat face aux conversions de masse qui menaçaient, dans une certaine mesure, leur statut d'élite culturelle.

Partant d'hypothèses de travail inspirées de Max Weber, B. Evron établit qu'à compter de la désintégration du peuple d'Israël, le judaïsme peut être perçu historiquement comme une culture religieuse diversifiée, transmises par des castes religieuses qui ont toujours été dépendantes des sociétés dans lesquelles elles vivaient. La « Galut », l'Exil, n'a jamais constitué un État politique historique, comme l'historiographie sioniste a voulu la présenter, mais bien un état existentiel sur lequel s'est construite la définition de l'essence juive au cours du temps. Toutes les tentatives de reconstitution de l'histoire des Juifs comme histoire nationale d'un peuple territorial exilé issu d'une même origine recèlent d'insolubles contradictions internes. Les Juifs n'ont jamais fait montre de normes culturelles laïques communes et se sont toujours intégrés à la langue et à l'économie des autres populations. Peu soucieux de s'établir en des lieux d'habitation distincts, leur aspiration profonde vers la Terre sainte n'a suscité aucun mouvement d'émigration massive (à l'exception de courants messianiques minoritaires rejetés par le judaïsme). C'est seulement en Europe orientale, dans le contexte d'une concentration démographique

dense et d'une aliénation linguistique culturelle déterminante, que s'est constitué, en parallèle avec l'affaiblissement de la croyance religieuse, le peuple yiddish au sein duquel s'est élaborée une culture laïque radicalement différente de celles des populations environnantes. De ce peuple-là, du rejet et des menaces qu'il dut subir par suite de l'éveil des nationalismes chez ses voisins, est né le sionisme. Ce courant minoritaire, héritier direct de la détresse du peuple yiddish et non d'une identité nationale anhistorique, a engagé l'entreprise colonisatrice nationale qui a mené à la création de la nation israélienne.

B. Evron utilise cependant de nombreux concepts qui prêtent à discussion. Les règles de la recherche empirique ne sont pas toujours respectées et le recours à des sources secondaires l'amène parfois à proposer des conclusions hâtives. Mais son approche théorique et son audace comportent des résultats impressionnants et novateurs qui n'ont pas recueilli toute l'attention qu'ils méritent. Le caractère extra-universitaire de son livre lui a valu d'être mis au ban de la structure institutionnelle des études d'histoire juive, qui l'a empêché de développer ses recherches à l'intérieur du cadre universitaire israélien.

Doté d'une exceptionnelle persévérance dans la critique des fondements de l'historiographie traditionnelle, un jeune sociologue de l'université de Beer Sheva, Uri Ram, avait acquis une formation en histoire avant de publier, en 1995, un essai consacré à Ben Zion Dinur, considéré comme le Lavisso israélien<sup>21</sup>. Cet historien sioniste compte parmi les deux fondateurs du département d'histoire juive de l'université hébraïque de Jérusalem. Ministre de l'Éducation nationale du jeune État d'Israël de 1951 à 1955, on lui doit la définition des programmes d'histoire dispensés dans le système scolaire public. U. Ram cherche à décomposer le paradigme de l'histoire sioniste en reconstituant le cheminement historiographique de Dinur ainsi que son point d'aboutissement. Dinur s'était fixé pour tâche de donner un contenu empirique au principe fondateur du sionisme énoncé en 1947 dans la charte d'indépendance de l'État, qui stipulait :

*Sur la terre d'Israël se relève le peuple juif [...] qui, après avoir été exilé par les armes, lui est resté fidèle dans tous les pays de la dispersion, et n'a jamais cessé de prier et d'espérer le retour sur sa terre pour y refonder son indépendance nationale. Par ce lien historique et traditionnel, les Juifs ont aspiré de génération en génération à rentrer et à reprendre le contrôle de leur ancienne patrie, et les nouvelles générations y sont retournées en masse.*

Ce principe téléologique et organique, ancré dans la perception du passé, figurait déjà dans les essais que Ben Zion Dinur écrivit dans les années 1930. Vingt ans plus tard, l'histoire officielle en validait l'évidence. Pour Dinur, les changements

21 - URI RAM, « Zionist historiography and the invention of modern Jewish nationhood: the case of Ben Zion Dinur », *History and memory*, VII, 1, 1995, pp. 91-124. Sur le développement de l'historiographie à l'université hébraïque de Jérusalem, voir aussi le livre de DAVID N. MYERS, *Re-inventing the Jewish past: European Jewish intellectuals and Zionist return to history*, New York, Oxford University Press, 1995.

et la diversité des expériences juives au cours de plusieurs siècles de vie en « exil », soit leurs histoires concrètes, n'étaient qu'apparences. La conscience nationale, et tout particulièrement la relation à la patrie, en constituait le noyau inaltérable qui s'est maintenu à l'état latent avant de s'épanouir au cours de l'ère nouvelle. Pour resserrer le lien entre la nation errante et la patrie abandonnée, Dinur a modifié la périodisation traditionnelle de l'Exil. D'après lui, celui-ci aurait commencé au VII<sup>e</sup> siècle (de l'ère chrétienne), avec la conquête musulmane, pour s'achever avec l'avènement du rabbin Yéhuda le Hassid, en 1700. Il prolongeait, d'un côté, la durée de la présence juive dans le pays et réduisait, de l'autre, celle de la période arabe.

U. Ram n'a pas seulement tenté de contredire les positions de Dinur ; il a aussi resitué la pensée historique de celui-ci dans le contexte de formation de la mémoire collective. Il postule que, jusqu'à il y a peu, l'ensemble des historiens israéliens souscrivait au nationalisme. Le discours historique était organisé en vue de la construction d'une mémoire nationale, et tout ce qui ne servait pas ce projet était oublié et banni. Il ne faudrait pas en déduire que U. Ram considère qu'il est possible de pratiquer une histoire scientifique qui soit neutre, et à l'abri de tout jugement de valeur. En d'autres termes, une histoire positiviste, inconsciente du poids des idéologies, n'a pas à se substituer à l'historiographie institutionnelle. Aussi, le sociologue de Beer Sheva appelle de ses vœux une historiographie post-sioniste, élaborée non sur la base d'une essentialité juive anhistorique mais à partir d'une approche critique reposant sur une identité concrète israélienne. Un tel programme historique alternatif signifiait, selon lui, qu'Israël passe du stade de société nationale à celui de société civile. Le changement du regard historiographique constituerait, à ses yeux, l'un des éléments de la mutation morphologique de la culture nationale générale, dont on peut estimer qu'elle est en cours.

Les processus politiques et les évolutions culturelles des années 1990 ont, en de nombreux points, confirmé le projet « républicain » et éclairé de U. Ram. Les accords d'Oslo ont créé, pendant un an ou deux, un climat d'apaisement. Beaucoup pensèrent que le conflit israélo-palestinien touchait à sa fin. Les intellectuels dissidents et une partie de leurs lecteurs se prirent à croire, en toute naïveté, qu'Israël allait entrer dans l'ère post-sioniste. Les prises de positions et opinions sur l'histoire israélienne connurent une plus large diffusion, favorisant une expression critique. De nouvelles découvertes historiographiques alimentèrent la presse, que vinrent corroborer des fouilles archéologiques : les résultats montraient que les récits bibliques sur la conquête du pays de Canaan et le royaume de David étaient plus que spécieux<sup>22</sup>. La société israélienne semblait mûre pour accepter la remise en cause de ses mythes fondateurs.

22 - Voir, à ce sujet, l'article provocateur de ZEEV HERZOG dans le journal *Haaretz* du 29 octobre 1999, ainsi que NADAV NA'AMAN, « Historiography, the fashioning of the collective and the establishment of historical consciousness in Israel in the late monarchical period » (en hébreu), *Zion*, 60, 1995, pp. 449-472, et DIANA V. EDELMAN (éd.), *The triumph of Elohim from Yahwism to Judaism*, Michigan, William B. Eerdmans, 1996.

La recherche historique ne bénéficia guère de ce contexte favorable. Une seule étude fut menée, fruit des affrontements idéologiques du milieu des années 1990<sup>23</sup>. Les promoteurs du débat post-sioniste ont davantage prêté attention à la polémique dans les moyens de communication qu'ils n'ont cherché à consolider leur position dans les lieux de production du savoir historique. De fait, le noyau dur de celui-ci est resté inaltéré. Les départements d'histoire juive ont continué à produire, grâce à la générosité des crédits universitaires. Les « post-sionistes » ont pourtant de nombreux émules, sauf en histoire juive ou israélienne, domaines où le tournant se fait encore attendre ; et chacun de reproduire les anciens paradigmes et mécanismes conceptuels.

L'examen de la composition du corps enseignant et de la recherche universitaires durant ces années révèle que le recrutement de personnel d'origine palestinienne n'a presque pas augmenté. Alors que la population d'origine arabe représente 20 % de celle d'Israël, la proportion des enseignants arabes dans les universités ne dépasse pas 2 %. À l'université de Tel Aviv, les départements d'histoire – juive, générale et du Moyen-Orient – n'emploient pas un seul chercheur arabe israélien. De ce fait, les recherches d'histoire menées conjointement par des Juifs et des Arabes sur le passé du pays n'existent pas.

Il ne faut pas s'étonner de cet immobilisme institutionnel. Malgré la libéralisation de la culture politique, entamée dans le courant des années 1970-1980, la nature du nationalisme israélien n'a subi aucun changement de fond. L'identité nationale ébauchée par le mouvement sioniste dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle reposait sur un principe ethno-religieux, et parfois même ethno-biologique, présentant, à bien des égards, des similarités avec le concept allemand « Volkisch ». Le processus d'implantation dans la Palestine sous mandat a entretenu la définition ethnique exclusive de l'identité collective, qui a finalement constitué le socle de la définition nationale de l'État d'Israël. Bien que les Arabes restés dans les limites d'Israël en 1948 aient reçu la citoyenneté israélienne, l'État qui les abrite n'est pas une république car il n'appartient pas à l'ensemble de ses citoyens. Cette entité politique s'est perçue et se considère encore comme l'État de tous les Juifs du monde. Mais, bien que, au cours des années 1960, se fût amorcé un début d'israélisation, limité, dans la culture et la sensibilité publique, la guerre de 1967 et l'afflux massif de Palestiniens sous le contrôle militaire israélien ont incité le gouvernement à revenir sur le terrain de l'ethnicité. Comme l'expansion territoriale s'est accompagnée d'une « menace » démographique majeure, les lignes de démarcation de l'identité ethno-religieuse, loin de se dissiper, se sont au contraire consolidées, renforcées. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'épanouissement du pluralisme politique et culturel de la fin des années 1970 s'est développé en parallèle à l'ethnicisation croissante de l'identité étatique.

23 - La seule thèse de doctorat qui a combiné une partie de la thématique « post-sioniste », inédite malheureusement, est celle de AMNON RAZ-KRAKOTZKIN, *The national narration of exile. Zionist historiography and medieval Jewry*, Université de Tel Aviv, 1996.

De plus, malgré l'évolution sensible des mentalités après les accords d'Oslo, elle a suscité peu d'actes politiques. La période qui a suivi les accords, celle où la polémique post-sioniste a atteint son apogée, fut aussi marquée par l'accélération de la colonisation dans les territoires occupés. De l'assassinat de Itzhak Rabin jusqu'à la fin du siècle, le nombre des colons a quasiment doublé, encouragés en cela par tous les gouvernements d'Israël. De fait, les migrants nouvellement installés dans les territoires pendant les cinq ou six dernières années sont aussi nombreux que les Israéliens qui s'y étaient établis au cours des vingt-cinq années précédentes. Et comme « l'ère post-sioniste » s'est accompagnée d'une vague d'immigration de plus d'un million de personnes en provenance des pays d'Europe de l'Est, soit 1/5 de la population totale, on est en droit de penser qu'une partie des nouveaux colons étaient aussi des nouveaux immigrants.

Avec l'explosion de l'*Intifada* « al-Aqsa » et l'avènement au pouvoir de l'actuel gouvernement de coalition nationale dirigé par Ariel Sharon, les positions médiatiques acquises par les « post-sionistes » se sont évanouies. La tolérance libérale qui commençait à s'épanouir a régressé, temporairement peut-être, mais, dans l'intervalle, tout porte à croire que les courants de pensée nationalistes vont prospérer à nouveau. Il est connu qu'en période d'affrontements armés les « muses » intellectuelles, et historiographiques comprises, revêtent les habits d'un nationalisme exacerbé. Tout ceci augmente la difficulté d'évaluer à sa juste mesure la résistance des nouvelles composantes de mémoire proposées au cours de la décennie passée. La violence qui accompagne la reprise des affrontements empêche de voir l'horizon des structures de mémoire actuelles; il ne peut qu'être imprudent, dans ces conditions, de tirer des conclusions définitives.

« Trop de distance et trop de proximité empêchent la vue », écrivait Pascal. L'historicisation de la polémique historiographique au début du *xxi*<sup>e</sup> siècle a peut-être un peu perdu de la passion qu'elle avait tout d'abord suscitée, mais elle en est encore trop proche pour évaluer pleinement les implications et, plus encore, son impact sur la tradition intellectuelle. Quelles traces laissera-t-elle dans la mémoire israélienne ? Nombres d'historiens « agréés » considèrent que l'affrontement n'aura été que passager. Et peut-être faut-il prendre la mesure de l'assertion selon laquelle les mythes historiques perdurent aussi longtemps qu'ils n'ont pas été remplacés par d'autres.

*Shlomo Sand*  
*Université de Tel Aviv*

